

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

L'Amérique et le monde

Colson, Bruno

Published in:
La revue nouvelle

Publication date:
2004

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Colson, B 2004, 'L'Amérique et le monde: variations dans la continuité', *La revue nouvelle*, numéro 1-2, pp. 46-51.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

dossier

L'Amérique et le monde : variations dans la continuité

Bruno Colson

Bruno Colson est professeur de droit aux facultés Notre-Dame de la Paix de Namur.

La politique étrangère américaine présente, sur la longue durée, un certain nombre de lignes de force, de constantes liées à la nature même des États-Unis et dépassant les clivages partisans. Mais des variations importantes de « styles » et de modalités d'action, principalement dues à l'alternance entre républicains et démocrates, peuvent apparaître. Dans son rapport au monde, l'administration G. W. Bush peut être comprise sous ce double point de vue.

Les politologues n'ont pas attendu l'ouvrage de Robert Kagan pour étudier l'approche différenciée des relations internationales en Europe et aux États-Unis. La question s'est cependant exacerbée et elle a été portée par les médias devant un public plus large à l'occasion des tensions diplomatiques provoquées par l'intervention américaine en Irak du printemps 2003. Robert Kagan fait partie des néoconservateurs. Ceux-ci occupent des postes clés dans l'administration W. Bush plus qu'ils n'en ont jamais occupés auparavant. Le président lui-même a été élu grâce à la Bible Belt, cette Amérique conservatrice du Sud et du Middle West où s'est développé, ces dernières années, le fondamentalisme religieux des « télévangélistes ». Les États-Unis ont déjà connu des poussées similaires de conservatisme, de rejet du monde extérieur et de volonté de revenir à des valeurs « cent pour cent américaines ». Ce fut même pire dans les années vingt avec le retour du Ku Klux Klan et dans les années cinquante avec le maccarthysme. W. Bush, Kagan, Rumsfeld, Cheney, Perle, Wolfowitz présentent effectivement un des visages de l'Amérique. Un visage lié au Parti républicain mais celui-ci n'a pas toujours été aussi conservateur et il ne l'est d'ailleurs pas entièrement aujourd'hui. On peut donc discerner, dans la politique étrangère et dans la « grande stratégie » des États-Unis, des continuités, essentiellement dans les discours mais aussi dans certains actes, et en même temps déceler des accents propres à l'administration actuelle.

RECOMMENCER LE MONDE

Comme tous les dirigeants du monde, les présidents des États-Unis ont pour premier objectif d'assurer la sécurité de leurs concitoyens. Un

deuxième objectif, plus spécifiquement américain, a toujours été de chercher à répandre la démocratie dans le monde. George W. Bush l'a affirmé comme ses prédécesseurs démocrates, Woodrow Wilson, Franklin D. Roosevelt ou Bill Clinton. L'endiguement de l'Union soviétique n'était pas le seul objectif durant la guerre froide. L'espoir d'un changement de régime à Moscou a toujours habité les dirigeants américains. Il en est de même vis-à-vis de Pékin aujourd'hui. Lorsque George W. Bush, en janvier 2002, a parlé d'un « axe du mal » (*axis of evil*) à propos de l'Irak, de l'Iran et de la Corée du Nord, il a exprimé un sentiment américain ancien et profondément enraciné.

La grande stratégie développée après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 se présente comme « basée sur un internationalisme typiquement américain ». Elle entend d'abord promouvoir « les aspirations à la dignité humaine », qui ne sont pas négociables et sont valables pour toute société : le règne de la loi, des limites à la toute-puissance de l'État, la liberté de parole, la liberté de religion, une justice égale pour tous, le respect de la femme, la tolérance ethnique et religieuse et le respect de la propriété privée. Les Américains se sont toujours considérés comme « une nation morale ». Les Pères fondateurs partageaient le rationalisme et l'optimisme des Lumières, en particulier l'idéalisme de John Locke. La possibilité de tout commencer en niant l'histoire et de ne prendre ses références que dans l'Antiquité et dans la Bible leur donnait un sentiment de liberté totale pour construire un monde meilleur. « Il est en notre pouvoir de recommencer complètement le monde », disait Thomas Paine en janvier 1776.

MISSION ET INTÉRÊTS

Dans la foulée, les Américains ont très tôt considéré leur pays comme une terre d'élection, *a city upon a hill*. Cela les a souvent conduits à se sentir seuls dans une position de défi (*defiantly alone*) et avec une mission à remplir. Toute nation se considère d'une certaine façon comme exceptionnelle. Mais, si l'on en croit Stanley Hoffmann, seuls les États-Unis ont vraiment essayé de développer une politique étrangère reflétant cet exceptionnalisme. Alors que les autres puissances devaient se contenter ou étaient forcées de rechercher un équilibre des forces, les dirigeants américains, depuis l'Indépendance, ont avancé que leur pays, étant donné sa position géographique unique et la supériorité, ou le caractère universel, de ses valeurs, pouvait et devait poursuivre une politique plus altière. Ce sens de la mission n'a jamais empêché les États-Unis de rechercher leur intérêt national comme tout autre pays, mais il les a aussi

conduits à passer d'un extrême à l'autre, de l'isolationnisme à l'esprit de croisade par exemple. S'il a parfois contribué à limiter les tendances agressives, les Américains se repliant alors sur la « nouvelle Arcadie » pacifique et vertueuse chère à Thomas Jefferson, il a aussi été utilisé, à l'occasion, pour justifier un certain expansionnisme.

Dans les années 1840, Albert Gallatin, ancien secrétaire au Trésor de Jefferson, appelait ses compatriotes à entreprendre une guerre contre le Mexique pour « améliorer l'état du monde ». Ce sens de la mission a reçu le nom de *manifest destiny*. Dans les années 1880, cette « évidente destinée » était à la base de la politique impérialiste des États-Unis dans le Pacifique et dans les Caraïbes. Elle est réapparue, en 1917, sous la forme d'une responsabilité nationale pour sauver la démocratie en Europe : Woodrow Wilson s'est fait le champion de ce messianisme en plaidant pour une paix basée sur le droit et une Société des nations (S.D.N.). C'est dans la même optique que sont nées les Nations unies et qu'a été lancé le plan Marshall, après la Seconde Guerre mondiale.

L'OUBLI DE L'HISTOIRE

Le 6 novembre 2003, le président Bush a tenu un discours remarquable sur la démocratie et le Moyen-Orient. Il a reconnu que les États-Unis avaient eu tort de s'accommoder, depuis une soixantaine d'années, du manque de liberté dans cette région du monde. Ni l'islam ni la culture arabe, a-t-il dit, ne rendent inapplicables la liberté et la démocratie. L'Occident a voulu privilégier le statu quo et s'est appuyé sur des régimes corrompus. Le président a proposé une « stratégie de l'avant en faveur de la liberté ». Le problème, c'est qu'il n'a pas dit en quoi elle consisterait. Son silence est total sur les moyens à mettre en œuvre. La rhétorique pourrait être celle de Wilson ou de Roosevelt, mais les moyens ne sont pas là.

Pour les néoconservateurs, il suffit d'éliminer les tyrans pour que la démocratie puisse prospérer. Cela signifie que le processus de démocratisation est essentiellement l'affaire de la seule agence fédérale qu'ils apprécient vraiment : le département de la Défense.

Pour Franklin Roosevelt et Harry Truman, mais aussi pour Dwight D. Eisenhower et Bill Clinton, d'autres instances devaient intervenir : le département d'État, l'Agence pour le développement international, les Nations unies, etc. Le plan Marshall et la démocratisation de l'Allemagne et du Japon après 1945 ont impliqué l'édification patiente d'institutions politiques solides, d'une économie de marché et d'une société

civile. Robert Kagan a déclaré que l'on ne savait pas vraiment comment construire une société libérale et démocratique, que l'on pouvait juste identifier une élection libre et équitable. Il ignore l'histoire de son propre pays. On sait très bien ce qui est nécessaire, mais cela implique des efforts et du temps. Les néoconservateurs sont à la remorque d'une certaine Amérique moyenne à l'horizon borné et ne vivant que dans l'immédiat. Pour des raisons électorales, par démagogie, ils renient l'héritage de Roosevelt, de Truman et d'Eisenhower.

EXPORTER L'EXCEPTION AMÉRICAINE

Par ailleurs, la volonté de l'administration Bush d'agir contre l'Irak sans l'aval de l'O.N.U. ne doit pas surprendre. L'enthousiasme des États-Unis pour le multilatéralisme des organisations internationales a toujours été limité aux lendemains de guerre. On se souvient du rejet de la S.D.N. par le Sénat en 1920. Lorsque la primauté américaine risque d'être contestée, le multilatéralisme est mis en question. C'est que l'internationalisme américain est un internationalisme nationaliste. La politique étrangère américaine a toujours été marquée du sceau de l'unilatéralisme, même aux plus beaux jours du multilatéralisme.

L'internationalisme américain veut « faire du bien » (il recherche un *global meliorism*) et guérir les maux de l'humanité. Il recherche un ordre mondial libéral et démocratique, mais avec la puissance américaine au centre, avec l'Amérique comme nation indispensable. Les présidents Roosevelt et Truman, au cours de la Deuxième Guerre mondiale et au lendemain de celle-ci, voulaient un monde unifié, doté d'une économie internationale libérale et d'un système de sécurité collective. Cela devait permettre aux États-Unis de projeter leurs propres conceptions sur un monde où la dépression et la guerre avaient manifesté la banqueroute des idées européennes de sphères d'influence et de nationalisme économique. Si les États-Unis ne pouvaient plus s'isoler des affaires du monde, ils devaient changer les termes de la politique internationale. À cette condition seulement, le Congrès et l'opinion publique accepteraient de jouer le jeu de l'internationalisme. Il fallait réformer et remodeler les politiques de puissance européennes d'après les critères américains. Il fallait exporter l'exceptionnalisme américain ou ne pas s'engager du tout. C'était tout ou rien.

COMBINER IDÉALISME ET RÉALISME

L'idéalisme américain a toujours été en tension avec un certain réalisme. Selon Arthur Schlesinger, l'histoire de la politique extérieure des États-

Bibliographie

- Boot M., « A war for oil ? Not this time », *The New York Times*, 13 février 2003.
- Colson Br., « La culture stratégique américaine », *Stratégie*, n° 38, 1988-2.
- Colson Br., « La culture stratégique des États-Unis », dans *Les chemins de la puissance. Les paradigmes de la stratégie*, Aymeric Chauprade, Christian Harbulot et Didier Lucas (dir.), Paris, Ellipses, 2003.
- Glucksmann A., *Ouest contre Ouest*, Paris, Plon, 2003.
- Jordan A. A., Taylor, W. J. Jr. et al., *American National Security. Policy and Process*, Baltimore-Londres, The John Hopkins University Press, 1981.
- Hassner P., *États-Unis : l'empire de la force ou la force de l'empire ?*, Paris, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (*Cahiers de Chaillot*, n° 54), 2002.
- Hoffmann St., *Gulliver's Troubles or the Setting of American Foreign Policy*, New York, McGraw-Hill, 1968.
- Hoffmann St., « The High and the Mighty », *The American Prospect*, vol. 14, n° 1, 13 janvier 2003.
- Hunt M. H., *Ideology and U.S. Foreign Policy*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1987.
- Ikenberry G. J., « Rethinking the Origins of American Hegemony », *Political Science Quarterly*, vol. 104, n° 3, 1989.
- Kagan R., « Strategic Dissonance », *Survival*, vol. 44, n° 4, hiver 2002-2003.
- Kupchan Ch. A., « The End of the West », *The Atlantic Monthly*, novembre 2002.
- McDougall W. A., *Promised Land, Crusader State. The American Encounter with the World*

Unis s'explique à la lumière de cette tension. Tout président américain doit, s'il cherche l'approbation de sa politique, faire appel et à la réalité et à l'idéologie, et combiner les deux courants, non seulement dans ses discours mais aussi dans son esprit.

Les Européens ont du mal à croire à l'idéalisme américain et n'y voient qu'un paravent qui cacherait des appétits de puissance bien concrets. Ceux-ci existent, mais l'idéalisme n'est pas absent pour autant. Si les Américains ont approuvé l'intervention militaire contre l'Irak en mars 2003, c'est parce qu'ils y voyaient vraiment une action bénéfique pour la sécurité et le bien du monde. Quant au réalisme, il est solidement implanté dans la « communauté stratégique » de Washington, qui désigne la plupart des conseillers, chercheurs et experts travaillant dans les forces armées, les universités, *think tanks* et autres fondations.

Parmi les Pères fondateurs, Alexander Hamilton était incontestablement un réaliste. Mais le réalisme s'est surtout développé à partir de 1944-1945, quand les États-Unis ont dû assumer un rôle de premier plan dans le monde. Derrière quelques grandes figures de proue réalistes comme Hans Morgenthau, Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski, dont certains sont passés de l'université à la politique, ce sont plusieurs générations d'intellectuels américains qui se sont mis à l'étude des relations de puissance et de la stratégie, se consacrant en particulier, comme l'a fait Kissinger dans sa thèse de doctorat, à l'étude de l'histoire de l'Europe classique, celle d'avant les guerres mondiales.

since 1776, Boston, Mass., Houghton Mifflin, 1997.

Marienstrass É., *Les mythes fondateurs de la nation américaine. Essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l'époque de l'indépendance (1763-1800)*, Paris, Maspero, 1977.

Frederick Merk Fr., *Manifest Destiny and Mission in American History*, New York, Knopf, 1963.

Perkins D., *The American Approach to Foreign Policy*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1962.

Priest D., *The Mission. Waging War and Keeping Peace with America's Military*, New York, Norton, 2003.

Rapoport A., « Changing Conceptions of War in the United States », *American Thinking about Peace and War*, Ken Booth et Wright Moorhead (dir.), Brighton, Sussex, Harvester Press et New York, Barnes and Noble, 1978.

Repucci S., « L'écart Europe/États-Unis », *Le Débat stratégique*, n° 67, mars 2003.

Schlesinger, A. Jr., « Foreign Policy and the American Character », *Foreign Affairs*, vol. 62, n° 1, 1983.

Zakaria F., « Bush's Really Good Idea », *Newsweek*, 17 novembre 2003.

The White House, *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington, D.C., Government Printing Office, septembre 2002, disponible à l'adresse <<http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.pdf>>.

La communauté stratégique américaine s'est donc mise à étudier l'histoire de la politique de puissance en Europe au moment où celle-ci, anéantie par les deux conflits mondiaux, tentait de la renier pour se lancer dans une autre voie, celle de la « construction européenne » à la Monnet, qui néglige les dimensions proprement politiques et militaires pour se concentrer sur l'économie et le commerce. Le résultat, c'est que les États-Unis suivent encore les règles de la *realpolitik* et considèrent la menace militaire, la coercition et la guerre comme des instruments essentiels de la diplomatie. Les Européens, eux, estiment ces comportements dépassés et entendent fonder leur politique étrangère sur le seul droit international.

Le paradoxe est à double sens. Si l'Amérique incarne aujourd'hui la *power politics* européenne du XIX^e siècle, l'Europe « postmoderne » est devenue plus légaliste que l'Amérique de Woodrow Wilson. Si les deux positions se crispent et se durcissent, la paix n'y trouvera pas son avantage. Celle-ci ne peut reposer sur la seule stratégie militaire pas plus qu'elle ne peut reposer sur le seul droit international. L'homme n'étant ni ange ni bête, elle doit s'appuyer sur l'une et sur l'autre.